

Les crédits

ministère. Pourtant, les impôts des Québécois comptent pour 23 p. 100 du Budget total.

Est-ce que c'est vouloir monter l'Ouest contre le Québec, lorsqu'on dénonce des iniquités? Les 74 députés libéraux ne se levaient pas en cette Chambre pour les dénoncer.

Lorsque je fais mon travail aujourd'hui et que j'affirme haut et fort qu'en 1980 le Québec a reçu 300 millions de dollars des dépenses fédérales en agriculture, comparativement à un milliard pour l'Ouest, et qu'en 1987 le Québec a reçu 410 millions comparativement à plus de quatre milliards pour l'Ouest.

• (1100)

Les députés libéraux, il y en a environ 18 présentement, le nouveau député de Brome—Missisquoi, quand se lèvera-t-il pour défendre les producteurs agricoles de Brome—Missisquoi? Jamais. Est-ce que c'est vouloir monter les Maritimes contre le Québec que d'affirmer en cette Chambre, que de 1980 à 1987, les dépenses fédérales en agriculture se sont accrues six fois moins vite au Québec que dans le reste du Canada?

Des iniquités, on peut en citer à coeur de journée. J'aimerais que le ministre de l'Agriculture traite les producteurs agricoles québécois de la même façon qu'il traite les producteurs agricoles dans son coin de pays, dans l'Ouest.

[Traduction]

M. Goodale: Monsieur le Président, je suis très heureux d'avoir l'occasion de répondre à cette question parce qu'elle dénote une certaine méprise à propos de la nature de l'agriculture chez nous.

Dans l'Ouest, le secteur agricole est dominé par des industries à vocation exportatrice, comme celles des céréales et du boeuf. Ces industries doivent évidemment soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux. Les niveaux de dépenses évoqués dans la question qui vient de m'être posée étaient des niveaux de dépenses fixés en réaction à des distorsions du commerce international.

Ainsi, lorsque les Américains ont mis en oeuvre leur programme de subventions à l'exportation, les prix des céréales se sont effondrés et le gouvernement du Canada a dû réagir. À cause de ces distorsions du commerce international, le gouvernement du Canada a accru le niveau de dépenses affectées à son industrie céréalière afin d'atténuer les effets de ces phénomènes.

Dans l'Est, l'agriculture est un peu plus diversifiée et davantage dominée par des industries nationales régies par un système national de gestion de l'offre. Grâce à ce système, les secteurs agricoles de l'Est sont généralement protégés contre les fluctuations de la conjoncture internationale et ne sont pas confrontés, comme les secteurs de l'Ouest, aux distorsions du commerce international. Il est toujours un peu risqué de comparer des chiffres parce que nous sommes en présence de deux systèmes qui ne sont pas directement comparables et le résultat de la comparaison risque d'être trompeur.

S'il veut établir une comparaison entre les montants que le gouvernement du Canada a versés dans l'Ouest pour l'agriculture et ceux qu'il a versés dans l'Est toujours pour l'agriculture, le député doit tenir compte des milliards de dollars que les agricul-

teurs du centre et de l'est du Canada ont retirés du fait qu'ils étaient régis par le système de gestion de l'offre.

M. Jay Hill (Prince George—Peace River, Réf.): Monsieur le Président, tout d'abord, je voudrais dire au ministre que j'ai porté une attention particulière aux propos qu'il a tenus aujourd'hui et que je les ai trouvés très intéressants. Je suis d'accord avec certaines des choses qu'il a dites, surtout avec son évaluation de ce qui s'est produit au cours du débat sur le conflit dans le secteur des chemins de fer et de la façon dont les néo-démocrates et les bloquistes, par leurs agissements, ont nui aux intérêts de tous les Canadiens, y compris à ceux du Québec que le Bloc prétend représenter.

J'ai moi aussi trouvé très troublant de voir le NPD, dont la plupart des députés viennent de la Saskatchewan, agir comme il l'a fait. À mon avis, il n'a pas défendu les meilleurs intérêts des producteurs et des habitants de cette province.

Je suis d'accord avec certaines des choses que le ministre a dites aujourd'hui. Je voudrais faire quelques commentaires sur la façon dont il évalue la dette du Canada et la nécessité de régler le problème de la dette au moyen de réductions des dépenses. Il s'agit là d'un secteur dans lequel le Parti réformiste montre l'exemple depuis sa création, en 1987. En fait, c'est ce qui a motivé la création de notre parti et ce qui a incité les gens à écouter notre message et à se rallier à notre cause.

• (1105)

Nous reconnaissons que des réductions s'imposent. Nous ne sommes pas contre cela. En fait, nous ferions des réductions beaucoup plus importantes. Nous avons déjà expliqué en détail où nous ferions ces réductions, pas seulement au ministère de l'Agriculture et dans le secteur des subventions à l'agriculture, mais à tous les niveaux des dépenses du gouvernement.

Après avoir entendu les commentaires du ministre, je trouve plutôt paradoxal que le gouvernement libéral ait soudainement découvert les avantages de se doter d'un système commercial libre et ouvert et d'essayer de conquérir des marchés étrangers. C'est ce même parti qui s'opposait à l'accord de libre-échange et qui a critiqué fortement le libre-échange alors que le Parti réformiste était fortement en faveur de l'idée d'un accord de libre-échange non seulement avec les États-Unis mais aussi avec d'autres pays, étant donné les avantages que cela entraînerait pour l'économie canadienne.

Je trouve paradoxal que les libéraux aient la mémoire aussi courte non seulement en ce qui concerne le libre-échange et les avantages qu'il présente, surtout pour le secteur de l'agriculture mais aussi pour tous les autres secteurs de notre économie, mais aussi quand il s'agit de reconnaître que c'est le Parti libéral qui, par ses dépenses, nous a conduit à ce déficit. Je me rappelle très bien qu'en 1984, les conservateurs sont arrivés au pouvoir avec un mandat très clair. Ils ont toujours dit qu'ils avaient hérité du problème du déficit. Nous entendons la même chose aujourd'hui.